

DÉROULEMENT DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

La mise en garde de Derbal

Les incongruités de la campagne qui se mène ont fini par faire réagir l'instance chargée de la surveillance des élections. Au sein de la société, les anomalies ont accentué le discrédit d'un processus sévèrement critiqué.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Les médias de tous bords se sont déjà largement fait l'écho d'une situation singulière qui prévaut depuis l'ouverture de la campagne. Photos à l'appui, des critiques des procédés utilisés se succèdent depuis plusieurs jours pour décrier des agissements peu habituels.

Affiches comportant des photos de candidates complètement recouvertes, candidats hommes aux yeux dissimulés sous d'épaisses lunettes de soleil, postures physiques laissant deviner une autosuffisance outrancière, presque choquante. Et les faits ont choqué.

Les Algériens, révoltés par des comportements qu'ils ne peuvent plus souffrir, se sont largement épanchés à travers les réseaux sociaux. Dans cet espace de liberté que consacre le net, les commentaires laissent entrevoir que tous les faits et gestes opérés dans cette période sont passés au crible. Avec force détails, une raillerie à l'algérienne,

et parfois même des images, les internautes relatent à leur manière ce qui se déroule dans les rues d'Alger.

Les candidats, une bonne partie du moins, sont durement critiqués et chacun de leurs faits ou gestes analysés à la manière de la rue. Les visages fantômes des candidates à la députation ont été perçus comme une agression supplémentaire, une offense aux Algériens qui y décèlent un mépris supplémentaire à leur égard et une confirmation surtout du peu d'éthique que consacrent certains à la pratique de la politique.

L'occasion est donnée pour rappeler aux concernés ce manque de sérieux qui se traduit aussi par l'absence de programme, un discours strictement électoraliste et des visées que nul n'ignore.

Les dépassements enregistrés ne sont pas nouveaux. Depuis l'ouverture de la campagne électorale, des voix se sont élevées un peu partout pour décrier des



Abdelwahab Derbal, président de la HIIE.

agissements peu conformes aux pratiques usuelles. Les premiers jours, l'Instance chargée de la surveillance des élections législatives avait d'ailleurs tenu à mettre en garde tous les concernés contre l'utilisation de symboles religieux, en particulier, ou de lieux de culte. De la même manière, cette structure s'est attelée à rappeler les dispositions prévoyant un affichage conforme à la loi. Les concernés ont-ils décidé

de passer outre la loi misant sur une «compréhension» de la société et des responsables en expliquant que la pudeur les contraignait à dissimuler le visage des femmes candidates ?

Sur les réseaux sociaux, les Algériens ont réagi en rappelant que ces dernières allaient pourtant être appelées à siéger au sein d'une APN constituée majoritairement d'hommes et où les médias télévisés sont censés tra-

vailler sans faire de distinction. La situation a d'ailleurs donné lieu à une véritable campagne lancée à travers les réseaux sociaux et intitulée «Montre-nous ton visage». Le message se veut une réponse au slogan officiel de cette campagne «Fais entendre ta voix».

De leur côté, les concernés ont décidé de garder le silence. L'agence officielle de presse, l'APS, rapportait d'ailleurs lundi que les candidates mises en cause ont refusé de se livrer à tout commentaire après la publication du communiqué de la Haute Instance indépendante de surveillance des élections (HIIE). Cette dernière a, en effet, annoncé que des mises en demeure ont été adressées aux partis dont les listes n'affichent pas les photos des candidates et leur accorde un délai de 48 heures pour se «rattraper».

Les partis concernés sont le FFS, l'Union Ennahda-Adala-EIBina, le Front national algérien (FNA) et le Front du militantisme national (FMN).

Le délai accordé expire aujourd'hui pour que ces candidates retrouvent un visage.

A. C.

OULD ABBÈS RÉPLIQUE À OUYAHIA :

«Oui, Bouteflika est président de la République mais aussi celui du FLN»

A peine la deuxième semaine de la campagne entamée, que le ton commence à monter entre les deux principaux partis du pouvoir, le Front de libération nationale et le Rassemblement national démocratique. «Certains me reprochent de monopoliser le Président. Ils oublient peut-être qu'il est en même temps le président du FLN.» Cette réplique, car c'en est bien une, est de Djamel Oud-Abbès qui répondait clairement au patron du RND, Ahmed Ouyahia.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Dans une précédente sortie à l'intérieur du pays, Ouyahia reprochait effectivement à son vis-à-vis «le monopole du programme du Président». Ce à quoi, le SG du FLN a répondu, encore une fois, hier mardi, au cours d'un meeting, le 26^e depuis le début de la campagne, qu'il a animé à Dély Ibrahim, à Alger.

Ce meeting, qui n'était pas initialement programmé, était dédié aux femmes. Devant un public à majorité féminin donc, et animé en présence de l'ensemble des candidats du FLN à Alger, Ould-Abbès lancera quelques messages à ses détracteurs. «Ce matin, j'étais à Mila. J'anime ici, devant vous mon 26^e meeting (...) Mais rassurez-vous, je ne suis pas du tout fatigué.

C'est plutôt moi qui vais les fatiguer.» Il précisera encore davantage ses cibles lorsqu'il lancera : «Certains me reprochent de vouloir monopoliser le président de la République ou son programme. Effectivement, Abdelaziz Bouteflika est le Président de tous les Algériens, il n'y a aucun doute à ce propos. Sauf que, pour ceux qui l'auraient peut-être oublié,

Abdelaziz Bouteflika est également le président de mon parti, le FLN.»

Depuis le fameux 8^e congrès bis de 2005, Bouteflika est effectivement le président effectif de l'ex-parti unique. Une présidence clairement instituée par les statuts du parti et c'est même devenu une disposition immuable depuis.

Échaudé par l'expérience de la présidentielle de 2004 où il avait eu à affronter un sérieux rival, à savoir le secrétaire général du

FLN, Ali Benflis, Abdelaziz Bouteflika a récupéré le contrôle du parti en s'imposant carrément comme son président.

Intervenant à ce propos, le candidat, deuxième sur la liste FLN dans la capitale, l'ancien ministre des Relations avec le Parlement, Tahar Khaoua, a tenu à préciser : «Il ne faut pas oublier que dans un discours prononcé à l'occasion de la célébration du 8 Mai 1945 (c'était le dernier meeting en date de Bouteflika, le 8 mai 2012 à Sétif, ndlr) le Président a dit clairement que son appartenance politique est connue de tous.»

Tahar Khaoua sait d'autant plus de quoi il parle que, lors du dernier congrès de juin 2015, c'était lui-même qui avait été chargé de lire la lettre de Bouteflika devant les congressistes, en sa qualité de ministre

des Relations avec le Parlement. A l'époque, c'était pour couper l'herbe sous le pied de Ammar Saadani qui voulait s'émanciper de cette lourde tutelle, en tentant, vainement bien sûr, de se faire élire directement par le congrès et non pas par le Comité central comme c'est d'usage au FLN. Mais ceci est une autre histoire.

Pour la campagne électorale en cours, il est clair que le FLN sort la grosse artillerie. Le secrétaire général qui sillonne le pays sait qu'il peut également compter sur des soutiens de taille, à savoir l'écrasante majorité des membres du gouvernement ainsi que les walis qui, tous, multiplient les visites sur le terrain, en plus, et surtout, du Premier ministre lui-même, Abdelmalek Sellal, qui, ouvertement, fait campagne pour le FLN à travers ses visites à l'intérieur du pays. Tout ce beau

monde fait campagne autour du bilan et du programme de Bouteflika. Djamel Ould-Abbès dira d'ailleurs à l'adresse de ses candidats à Alger : «Quand vous sortez pour faire la campagne, vous n'y allez pas les mains vides ou avec des slogans comme le font certains. Non ! Vous vous présentez devant vos électeurs avec un programme, un bilan, ceux du président de la République. Son programme est aussi le nôtre (...)

Quand je dis que le FLN, c'est l'Etat, je sais de quoi je parle. Cela est valable depuis la Révolution. Krim Belkacem a signé les accords d'Evian au nom du FLN. C'est également le FLN qui a construit le pays.» Il va sans dire qu'avec une telle réplique, la campagne va bien s'animer dans les tout prochains jours...

K. A.

AHMED OUYAHIA À MASCARA :

«Au RND, l'on n'use pas de la chkara»

Ahmed Ouyahia a animé, hier, un meeting à la salle omnisports de Mascara. D'emblée, il annonce à l'assistance la couleur en lançant cette pique destinée certainement à ses détracteurs.

Le secrétaire général du RND déclarera lors de la présentation de la liste des candidats : «Plus de 50 % de nos candidats ont un niveau universitaire et chez nous, l'on n'use pas de la chkara pour postuler à la députation.» Après avoir rendu hommage au regretté

Miloud Chorfi, qui fut porte-parole du RND, il reviendra sur les sacrifices des Patriotes, gardes communaux et à l'ensemble des services de sécurité qui ont fait preuve de bravoure durant les années sanglantes.

Il poursuivra que les Algériens doivent être plus que jamais vigilants, s'ils doivent préserver l'unité nationale et la stabilité. Abordant le contexte régional, il ajoutera : «Non, nos enfants n'iront pas vers Daesh, ni en Syrie ni en Irak.» Et d'ajouter que les Algériens étaient musulmans, sunnites et malékites, donc la secte Ahmadiya n'avait pas de place en Algérie.

Il reviendra sur les engagements contenus dans le programme du RND relatifs à la relance économique, et autre politique sociale.

Enfin pour conclure, il ouvrira une parenthèse qui ronge, dit-il, notre société comme la corruption qui s'est installée en portant atteinte à nos valeurs.

Il fera un engagement solennel relatif à la détermination du RND, déclarera-t-il, à œuvrer pour que la peine de mort soit appliquée pour les auteurs de kidnapping d'enfants et les trafiquants de drogue.

M. Meddeber